

Emmanuel Macron annonce que l'État reprendra progressivement la dette de la SNCF

L'État reprendra progressivement la dette de la SNCF à partir du 1er janvier 2020, a annoncé Emmanuel Macron durant son interview avec Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel de BFM TV et Médiapart. Une reprise qui intervient dans un climat social tendu.

La SNCF est littéralement plombé par une dette de 47 milliards d'euros. Impossible dans ces conditions de se moderniser et d'investir C'est pourquoi le président de la République s'engage à une reprise progressive de cette dette à compter de 2020, sans donner de chiffres précis sur le niveau de la dette. L'objectif de la réforme, c'est « d'avoir une SNCF plus forte qui rend de meilleurs services. L'usager a fait ses efforts, il a payé son billet plus cher ». Pas question de privatiser l'entreprise, a également martelé le chef de l'État, qui a tenu à défendre sa réforme : « Nous sommes face à une SNCF qui est 30 % moins performante que ses homologues européens. L'Etat n'a pas sous-investi, mais a parfois mal investi », a-t-il reconnu.

Pas de la faute des cheminots

Emmanuel Macron a également assuré n'avoir jamais dit, ni laissé dire, que la situation de la SNCF était « de la faute des cheminots ». S'il comprend les craintes, il ne peut cependant pas faire « l'économie de cette réforme ». La balle est maintenant dans le camp des syndicats. Sur un autre dossier important, celui de la fiscalité locale, le président a annoncé qu'il voulait la « refondre en profondeur ». Il s'agit de mieux la répartir « entre les communes, les départements et les régions, sans qu'il y ait d'augmentation ». La taxe d'habitation sera supprimée « pour la France des villes moyennes et des petites villes, car c'est là où elle est la plus élevée ». Et il n'est pas question de créer un nouvel impôt, « ni local, ni national ».

Des défaillances sur plusieurs décennies

Concernant le financement de l'hôpital et des soins de santé, Emmanuel Macron a d'abord déploré les défaillances de l'État qui ont duré « plusieurs décennies ». Il a assuré qu'il n'y aurait pas d'économies sur l'hôpital durant son quinquennat. Des annonces sont attendues fin mai début juin pour améliorer le système de santé. Pour les Ehpad, le président n'est pas fermé à l'idée d'une seconde journée de solidarité pour le financement de la dépendance. Il a aussi fait part de sa réflexion sur la création d'un « cinquième risque » pris en charge par la Sécurité sociale, et destiné à la protection sociale au vieillissement de la population.

